

le réseau national **École**  
constitue un collectif  
de travail ouvert  
composé de militants  
communistes, associatifs  
et syndicaux qui ont  
à cœur de travailler  
à la transformation  
progressiste de l'École

n° 52 décembre 2011



n'hésitez pas  
à nous faire suivre  
vos informations  
ou initiatives  
afin que nous puissions  
les relayer

le secrétariat du réseau  
reseau.ecole-pcf@orange.fr  
[www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)

## DANS CE NUMÉRO



### ÉDITORIAL

**École : la question des moyens.** Par Stéphane Bonnéry page 2



### DOSSIER : LES ÉVOLUTIONS DU MÉTIER D'ENSEIGNANT

Contre la souffrance au travail des enseignants. Par Angelina Abella page 4

Reprendre le pouvoir sur notre travail. Par Marine Roussillon page 7

Enseigner, un métier qui s'apprend ?  
Par Clara Cosquer, membre du collectif *Stagiaire Impossible* page 10

Nouvelle gouvernance - évaluation des enseignants. Offensive idéologique  
néolibérale sur l'école : décryptage et perspectives. Par Loïc Antoine page 12

À lire : l'Institut de recherche de la FSU sur le métier d'enseignant. page 13

Stress lié au travail et risques psychosociaux :  
une étude intéressante et utile. Par Régis Régnauld page 14



### L'ÉCOLE DANS LA CAMPAGNE DU FRONT DE GAUCHE

Une nouvelle rubrique au service des campagnes présidentielle  
et législatives Par Marine Roussillon page 15

Compte-rendu de la réunion du groupe école  
du comité de campagne. page 16

Assemblée citoyenne  
École, éducation, formation : pour une émancipation humaine, Orléans,  
14 novembre 2011. Introduction et compte-rendu des débats. page 17

Assemblée citoyenne : Saint-Michel sur Orge, 16 décembre 2011.  
Compte-rendu. page 20



### CONTRIBUTIONS AU PROJET PARTAGÉ POUR L'ÉCOLE

Quand l'approche par compétences détourne les élèves d'une appropriation  
émancipatrice des savoirs. Par P. Pierre, professeur d'EPS page 21

Annonce du colloque curricula page 23

L'enjeu laïc pour l'école aujourd'hui. Par Stéphane Bonnéry page 24



### DÉBATS ET ACTUALITÉ

Le réseau École dans les débats page 25

L'École dans l'Humanité page 26

Agenda page 27

## la question des moyens

### **Les moyens de réorienter l'école existent ! Une majorité d'idée peut se construire**

Les moyens financiers et statutaires ne sont pas tout. La façon de les utiliser est également importante, d'où toutes les propositions que nous avons élaborées, et dont la *Lettre du réseau* rend compte régulièrement, sur les choix politiques de réorientation de la pédagogie et des programmes (culture commune réflexive, prendre pour référence l'enfant qui n'a que l'école, etc.). Pour autant, c'est une imposture que de faire croire que l'on peut permettre à l'école de relever les nouveaux défis qui lui sont posés avec moins de moyens. C'est pourtant ce dogme de la réduction des dépenses éducatives et sociales que porte la droite, de concert avec la politique européenne actuelle. Le PS, qui était globalement sur cette position il y a peu encore, veut avec Hollande recréer des postes pris sur les ministères voisins, mais dans la fourchette imposée par les règles libérales.

Nous devons continuer à avancer des arguments sur la transformation progressiste de l'école, en qualité, en permettant à nos concitoyens de comprendre pourquoi l'école manque aujourd'hui artificiellement de moyens pour la réaliser, les conséquences sur le statut des fonctionnaires et pour les élèves (question d'actualité avec la manifestation de décembre sur l'évaluation), et en quoi d'autres choix seraient possibles. Enseignants, parents, lycéens et étudiants ont le droit de savoir à quoi sert l'argent de l'école, comment il est actuellement détourné par la finance... qui prive les besoins éducatifs.

### **Les salaires des fonctionnaires servent à enrichir les banquiers... STOP !**

Du fait des cadeaux fiscaux aux fortunes, l'État emprunte pour couvrir ses dépenses, notamment les salaires des fonctionnaires. Aujourd'hui, cet emprunt est dévoyé pour enrichir les banquiers privés. En effet, l'État est obligé par les lois actuelles d'emprunter sur les marchés financiers, avec des intérêts exorbitants. Le coût de la dette, dont on nous rebat les oreilles, ne vient donc pas de la dépense publique et sociale financée par emprunt, mais des intérêts de la dette... ce qui augmente la dette, et prive les besoins éducatifs ! Cela, les médias officiels le disent moins !

En 2009<sup>1</sup>, les « enseignements scolaires » (le primaire et le secondaire seulement, la recherche et le supérieur étant comptés à part dans la LOLF) ont coûté 60,0 milliards d'euros (principalement les salaires enseignants) sur un budget de l'État de 287,4 milliards, soit 20,8%. Cette somme, importante, doit être mise en regard d'autres éléments : en 2009, les intérêts de la dette de l'État représentent presque autant (48,0 milliards<sup>2</sup>), soit 16,7% du budget de l'État. On peut donc considérer que l'obligation d'emprunter sur les seuls marchés financiers, pour les dépenses scolaires, offre à la prédation des banques privées la somme **10 milliards d'euros** ! (16,7% des intérêts de la dette).

Pour 2010<sup>3</sup>, un calcul similaire conduit à un résultat identique : à nouveau **10 milliards d'euros** extorqués du budget de l'État du fait de la marchandisation des salaires enseignants. Cela dure depuis des années, du seul fait qu'ont été votées des lois au service de la finance.

Le PCF, avec les candidats du Front de Gauche, avance au contraire l'idée qu'il faut changer de logique. Ainsi, la Banque Centrale Européenne, au lieu d'obliger à passer par les marchés, doit financer à taux zéro les dépenses de service public des collectivités, ce qui équivaut à un prêt sans intérêt. Le coût des salaires serait ainsi réduit parce que défianciarisés. Et l'on romprait avec les mécanismes prédateurs qui sont une des causes de la crise.

Voilà déjà comment récupérer 10 milliards d'euros par an pour le primaire et le secondaire, et au total 50 milliards d'euros par an pour les dépenses sociales de l'État. Et avec l'ensemble de nos propositions en matière d'économie, les moyens existeraient pour financer les postes nécessaires : remplacer toutes les suppressions, couvrir les besoins du baby-boom, scolariser dès 2 ans, allonger les études pour tous.

### **Pénurie, productivité éducative, caporalisation : STOP à l'injustice !**

Pour rembourser les intérêts inutiles de la dette, les tenants de l'austérité veulent réduire les dépenses utiles socialement, et imposer la gestion de la pénurie.

D'où la pression pour transmettre davantage de choses dans un temps réduit : diminution du nombre d'heures par semaine, fin d'études au collège pour une part des élèves avec des objectifs limités au socle minimal. Les enseignants sont soumis à une productivité éducative : « Débrouillez vous pour atteindre les objectifs », c'est la ligne directrice néolibérale, portée avec autoritarisme par les futurs chefs d'établissements. Ceux-ci seront chargés, selon les réformes en cours, de caporaliser, de déformer le métier enseignant (davantage d'élèves, moins de corrections trop dévoreuses de temps, obligation d'enseigner des disciplines inconnues...). Avec la pression d'une évaluation qui juge mais ne propose aucune aide ni formation continue (après le démantèlement de la formation initiale), et qui évalue la gestion des comportements plutôt que la transmission de savoirs de chaque discipline à tous. Les réformes veulent imposer cette pression par un statut précaire : embauche locale selon les moyens dont disposeront les établissements « autonomes » financièrement du fait de la pénurie des moyens d'État. Si l'on ne change pas de logique, les enfants paieront les conséquences de ces politiques inégalitaires.

### **De la colère au changement : plus que jamais, débattre, argumenter**

La marchandisation du salaire des fonctionnaires n'est pas une fatalité : ce qui a été fait par des lois peut être fait autrement. Dans le monde et en Europe, d'autres peuples, comme le nôtre, vivent des problèmes similaires et attendent des changements.

En France, les élections présidentielles et législatives vont être l'occasion de faire entendre les choix de la justice et de l'avenir de la société. Oui, la politique éducative et sociale d'un côté, la politique financière de l'autre, sont étroitement liées. Mêlons-nous en ! L'argent doit être mis au service des besoins humains, pas le contraire. Nous portons une alternative d'ensemble, articulant politique financière et politique éducative et sociale.

Il y a bien longtemps que les esprits n'avaient pas été si ouverts au débat, à la réflexion, à la confrontation. La crise et les mauvais coups, la colère, ont ouvert des espaces de révolte là où il y a encore peu, l'indifférence était de mise pour ceux qui se passait « en haut », dans les milieux décideurs et dans la finance. Si l'intox médiatique est devenue suspecte, le mouvement populaire a besoin d'informations, d'arguments et de moyens d'action. Le fatalisme peut être accru si les aspirations et la colère ne trouvent pas de solutions satisfaisantes.

**Plus que jamais, face à la gravité de la situation, notre action est utile, les solutions alternatives sont écoutées. Une majorité d'idée peut grandir, une fenêtre de lutte et de débat est à saisir.**

Stéphane Bonnéry

1. Source : ministère de l'Éducation nationale, *Repères et références statistiques*. 2011, p.338 : <http://www.education.gouv.fr/cid57096/reperes-et-references-statistiques.html>
2. Source : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=37>
3. Mêmes sources.

## contre la souffrance au travail des enseignants

INTERVENTION AU CERCLE JOSEPH LAZARE LE 4 NOVEMBRE 2011

**Angelina Abella**

Association contre  
le harcèlement moral  
(ACHM) 34

**M**a présence ici, ce soir, a pour objectif d'apporter modestement le témoignage de ce que nous avons constaté dans le cadre de l'activité de notre association. En effet depuis trois ou quatre ans, nous sommes de plus en plus sollicité par des enseignants via notre site internet. Des enseignants qui expriment leur mal-être, décrivent leur quotidien, avec une très grande pudeur, beaucoup de retenue, un désenchantement profond, une colère rentrée, une culpabilité sournoise, comme s'ils étaient en train d'exprimer une faute, comme s'ils avaient honte de ce qu'ils vivent et sont victimes.

**Car les témoignages sont consternants, le constat est sans appel, les mots et faits décrits ne laissent aucune place à l'interprétation.** Ils vivent dans le cadre de leur vie professionnelle, au quotidien, des moments très difficile à gérer, de véritables agressions continues même si elles ne sont pas physiques venant de différentes façons (enfants, parents, institutions, société). J'interpelle souvent des camarades enseignants et syndicalistes pour leur parler de ce constat alarmant qui s'aggrave d'années en années dans un silence assourdissant. Aujourd'hui Béziers, mais hier, Pauilhac, Caen, Morlaix, etc. **ne sont que la conséquence d'une grave crise au sein de cette profession dans le mépris général alors que d'autres secteurs d'activité font la une pour la souffrance au travail.**

### Pourquoi une telle chape de plomb sur la souffrance au travail dans l'Éducation nationale ?

Parce que les enseignants n'ont aucun suivi médical durant leur carrière, pas de médecin du travail pour les enseignants, pas de visite médicale régulière. Pas de constat, pas de chiffre, pas de lisibilité du mal qui ronge la profession. Donc il est très facile de transférer le problème dans le domaine privé lorsqu'il survient.

Parce qu'être enseignant, c'est transmettre le savoir, préparer l'avenir donc la vie et qu'il est impensable pour la population en général et les parents en particulier qu'un enseignant subisse dans son quotidien ce que d'autres du commerce ou de l'industrie décrivent.

Parce qu'il est angoissant pour la population en général et les parents en particulier de prendre conscience que son enfant peut se trouver en face de personnels en si grande souffrance.

Parce qu'il est inconcevable pour la population et les parents en particulier d'imaginer ces personnels longtemps qualifié « de privilégiés, aux longues vacances », à bout, au bord du gouffre physiquement et psychologiquement.

**Ce métier n'est pas comme les autres, sa « matière première », ce sont les enfants.**

Comment oser parler ouvertement de son mal-être, lorsque les ministres qui se succèdent emploient un vocabulaire méprisant (mammouth à dégraisser, immobilité du corps enseignant, pas besoin de bac +5 pour changer des couches, etc.) ? Comment oser demander de l'aide alors que l'on est immédiatement stigmatisé comme fragile, incompetent, « faiblard » dès que l'on exprime une difficulté ?

### Quelle est la réalité que décrivent les enseignants aujourd'hui ?

- Dégradation des conditions de travail (classes surchargées, manque d'encadrement des jeunes, diminution des postes, etc.) : cela a été développé par notre camarade.
- Un déséquilibre entre les efforts demandés et la reconnaissance obtenue.
- Un isolement dans la difficulté et dans le cadre de pratiques professionnelles.
- Un faible – voire pas – de soutien social.

### À quoi font-ils face tous les jours ?

À une **augmentation de la violence à l'école** : pas uniquement celle des enfants difficiles, mais de la violence sociétale car l'école est un microcosme de la société. Les enfants amènent avec eux la violence de leur famille, de leur ville, de leur cité.

Une **dévalorisation de l'utilité de l'école** face au chômage, un désenchantement de cette jeunesse qui constate que l'on peut gagner de l'argent autrement et plus facilement qu'en travaillant à l'école.

Une **dévalorisation de leur métier** et de leur compétence (un enseignant doit pouvoir en remplacer un autre).

Une **perte de sens** de leur métier (les contenus pédagogiques auxquels ils ne sont plus ou très peu associés).

Un accroissement de la **charge du travail administratif**.

**Répondre à des injonctions paradoxales** (faire preuve d'autorité mais ne plus avoir les moyens de se faire obéir, remise en cause par les parents, etc.).



*contre la souffrance au travail*

**Collision entre vie professionnelle et privée** (même si cet élément est propre au métier d'enseignant il s'est alourdi avec l'avènement des nouvelles technologies = pas de sas)

**Le management**, qui a fait son entrée dans toute la sphère publique, mais qui est vécu comme une grande violence par ces professionnels qui en étaient épargnés et qui ne s'imaginaient pas, pour beaucoup d'entre eux, y être un jour confrontés (gestion des flux, restriction budgétaire, politiques gestionnaires primant sur les politiques éducatives, mise en concurrence des collègues et lycées, discours démagogiques quant aux résultats des écoles privées, etc.: attaque, stigmatisation, culpabilisation)

**Ils font face à une perte des valeurs, une perte de sens, une perte identitaire.**

**Tout ce qui vient d'être décrit a une conséquence sur l'état physique et psychologique : c'est l'épuisement professionnel, ou *burn out*, qui guette.** Le *burn out*, c'est l'usure professionnelle qui après un certain temps d'activité touche très souvent les personnes les plus motivées, les plus investies qui mettent beaucoup d'énergie dans l'accomplissement de leur mission ou leur travail et les plus jeunes dans le métier (le coup de massue face à la réalité). C'est un épuisement physique (grande fatigue), psychologique (impossibilité de prendre du recul, sentiment négatif) et émotionnel (vide intérieur, diminution de l'estime de soi). C'est un cocktail détonant entre l'environnement professionnel et ce que l'on en attend, entre ce que l'on nous demande ou ce que l'on représente et les moyens qui sont donnés pour y parvenir.

Etre usé, c'est avoir à faire face à des conditions de vie ou de travail ressentis comme plus dures que la moyenne, c'est être obligé de puiser sans cesse dans sa capacité à résister personnelle pour faire face. Souvent les enseignants qui témoignent disent : « J'ai trop donné à ce métier, je n'en peux plus, je n'ai plus la foi, j'ai perdu l'âme du métier ou l'amour du métier ». Un jour ça craque et le passage à l'acte est là, soit par effet de décompensation, soit en voulant signer son acte dans une mise en scène, ou une lettre comme un testament.

Je voudrais ajouter que plus on a le sentiment de l'utilité de son travail, plus l'usure guette. Plus on est dans des métiers de relations humaines, plus l'usure professionnelle guette. Plus la société attend de vous et vous le fait comprendre, plus elle vous décortique et plus l'usure professionnelle guette. Plus votre activité vous demande de l'énergie (devant une classe), plus l'usure guette. Plus votre métier porte les valeurs

d'une société plus humaine, plus l'usure professionnelle guette.

**Oui, les enseignants, comme les travailleurs sociaux, comme les personnels hospitaliers, sont les victimes des spécificités de leur mission, sont les victimes du regard sans concession de la société civile qui cherche des responsables à son désenchantement et sont les victimes de la politique mise en place.**

**L'Éducation nationale vit un véritable plan social :** campagne de dénigrement des acteurs, stigmatisation de leur syndicat, mise en concurrence déloyale avec le privé, pour pouvoir plus facilement faire des coupes budgétaires sans attirer les foudres d'une population qui devrait être aux côtés de celles et ceux qui construisent l'avenir en éduquant leurs enfants. Oui, il est plus facile de mobiliser contre le PDG de France Télécom que contre les ministres de l'éducation nationale qui cassent l'école publique.

**Alors, il faut maintenant pour lever la chape et plomb, mener des actions collectives (politiques, syndicales), mais aussi soutenir et accompagner individuellement certains d'entre eux.**

Lever la chape de plomb, c'est témoigner, expliquer, médiatiser, débattre comme nous le faisons ce soir ; faire sortir l'école de ses murs et prendre les gens à témoins ; faire en sorte que celles et ceux qui s'abîment dans ce métier, ne le soient pas au mépris du grand public. Il ne faut pas taire les passages à l'acte mais les porter haut et fort comme un cri. Il faut tordre le coup à l'idée que les personnes qui passent à l'acte seraient déséquilibrées, et que la sphère privée est seule responsable du geste. Cela ne peut être que le discours d'une hiérarchie autiste et d'un sinistre ministre, plus personne ne le croit (les drames sont signés).

**Mener un combat  
contre la souffrance au travail**

- La première des priorités est d'exiger une **médecine du travail** digne de ce nom, avec des visites médicales régulières, au service du salarié. Une médecine du travail de prévention renforcée, structurée et indépendante.

- Mettre enfin en place des **comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail** avec des représentants bien identifiés, qui peuvent être saisis par n'importe quel agent avec des pouvoirs de contrôle, des pouvoirs d'enquête, des pouvoirs de propositions quant aux conditions de travail et

### *contre la souffrance au travail*

organisations de travail, et le pouvoir de dénoncer les risques encourus et d'établir un rapport par établissement par an. Ces comités permettraient d'identifier et d'acter les situations dans lesquelles des salariés sont en danger et donc pouvoir **attaquer pour non assistance à personne en danger, faire reconnaître une maladie professionnelle et /ou un accident du travail.**

- Exiger que les **dépressions réactionnelles** soient incluses dans la grille des maladies professionnelles.
- Faire reconnaître le **suicide sur un lieu de travail** comme un accident du travail, donc aider les familles à déposer plainte, à leurs côtés les syndicats peuvent se porter partie civile.
- Mettre des outils en place pour aider responsables syndicaux et enseignants à inonder de rapports d'incidents l'institution complice.
- Inciter les enseignants à déposer plainte systématiquement selon la gravité des agressions.

**Accompagner et soutenir**, c'est d'abord rompre l'isolement de celles et ceux qui sont en difficulté, trouver des mécanismes et des relais à l'intérieur mais aussi à l'extérieur de l'école pour soutenir, écouter, accompagner celles et ceux qui sont en difficulté. Chaque individu est unique, chaque situation est unique, chaque souffrance est unique. On ne peut pas y apporter une réponse en copier/coller.

- Permettre de libérer la parole entraîne l'exigence d'une écoute individuelle. Apporter regard et analyse de la situation de l'extérieur crée un lien différent, permettant de dédramatiser, de déculpabiliser, d'apporter intérêt donc valoriser la personne et ensuite nouer petit à petit un lien de confiance.
- Construire, avec elle, des stratégies de défense individuelle tout en favorisant la création des liens et des solidarités en interne et la reconnaissance collective des faits (ce qui n'est pas souvent le cas, sauf après les drames).
- Orienter cette personne vers les professionnels spécialisés (médecin, juriste, etc.) tout en étant une instance ressource.

**Notre association a pour objectif d'accompagner individuellement les personnels en difficulté et ce dans l'urgence, pour mieux amener ses salariés à comprendre le système qui les broie et cheminer vers un combat collectif en reprenant confiance en eux et aux autres.**

**Il faut rompre l'isolement, il faut dénoncer, car dénoncer c'est résister, résister c'est déjà construire.**



## reprendre le pouvoir sur notre travail

### INTERVENTION AU CERCLE POPULAIRE JOSEPH LAZARD, BÉZIERS

Marine Roussillon

Lise Bonnafous, enseignante, s'est immolée par le feu dans la cour du lycée Jean Moulin à Béziers le 13 octobre dernier. Ce geste doit nous choquer. Il doit nous choquer d'abord parce qu'il dit la grave crise démocratique que nous traversons : en démocratie, on ne devrait pas avoir besoin de recourir à une telle violence pour se faire entendre. **Mais qu'est devenu notre démocratie ?**

Qu'est devenu notre démocratie quand le gouvernement méprise toutes les formes d'interventions populaires, quand des milliers de manifestants sont tout bonnement ignorés, quand on peut faire grève pendant des semaines sans jamais être entendus ? Où est la démocratie quand la mise en place du vote électronique aux élections professionnelles ne semble pas avoir d'autre but que de faire grimper l'abstention ? Où est la démocratie, quand les élections nationales ne nous proposent qu'un choix de personnes, les projets étant tous les mêmes : la soumission aux diktats de la finance ? Comment s'étonner alors du grand sentiment d'impuissance qui envahit nos collègues ? Ce sentiment d'impuissance est largement partagé : dans l'Éducation nationale, où il nuit à la résistance et à la mobilisation, et au-delà. Les suicides au travail se multiplient, à La Poste ou à France Télécom.

Le geste de Lise Bonnafous nous pose une question essentielle : pouvons-nous reprendre le pouvoir, individuellement et collectivement, sur notre travail et sur nos vies ? Pour ce qui concerne l'éducation nationale, nous avons bien sûr des propositions pour rendre aux enseignants la maîtrise de leur métier : recruter à la hauteur des besoins et sous statut de la fonction publique d'État, reconstruire une formation initiale digne de ce nom et développer la formation continue, donner aux enseignants du temps pour réfléchir sur leurs pratiques, développer la démocratie professionnelle... Mais ces mesures engagent plus qu'un programme pour l'école, un projet de société. Il s'agit de **donner à chacun les moyens de maîtriser sa vie, ses choix individuels et ceux qui engagent la collectivité, aussi bien comme citoyen que comme travailleur** (ou plutôt comme citoyen et comme travailleur, parce que la citoyenneté ne devrait pas s'arrêter à la porte du lieu de travail). Dans ce projet d'émancipation individuelle et collective, l'école a son rôle à jouer.

La question que nous pose le geste de Lise, et beaucoup d'autres gestes en France, en Europe et dans le monde, est donc claire : **comment reprendre le pouvoir sur notre travail, dans l'éducation et ailleurs ? Comment retrouver la maîtrise individuelle d'un métier ? Comment construire collectivement les conditions d'une véritable démocratie, politique, économique et culturelle ?**

Pour cela, il importe d'abord de **comprendre les enjeux de la casse des métiers** (dans l'éducation mais aussi ailleurs) et son rôle dans la politique mise en œuvre par la droite. Je ne décrirai pas ici tous les aspects de la casse du métier d'enseignant. Prenons simplement deux exemples.

**Les heures supplémentaires.** Les suppressions de postes ont encouragé le recours massif aux heures supplémentaires pour maintenir un service d'enseignement minimal dans les établissements. Parallèlement, la baisse du pouvoir d'achat des enseignants, aggravée par le gel des salaires (pour payer la crise et les aides aux banques) et par la hausse des cotisations retraite encourage les enseignants à accepter de plus en plus d'heures supplémentaires. Ces heures, distribuées par le chef d'établissement, deviennent un outil de management qui permet de récompenser les enseignants les plus dociles. Les conséquences sur le métier et sur la qualité de l'enseignement sont très graves : plus d'heures de cours, c'est moins de temps pour préparer les cours, pour réfléchir sur ses pratiques, pour se former ou pour discuter avec les collègues, pour parler avec les familles ou pour s'occuper des élèves en difficulté. C'est un enseignement dégradé et un enseignant qui perd la maîtrise de son métier. En outre, la course aux heures sup met les enseignants en concurrence les uns avec les autres et nuit au bon fonctionnement des équipes pédagogiques. Elle fait entrer les enseignants et les personnels encadrant dans une culture du résultat et de l'évaluation quantitative.

**La mise en place du livret individuel de compétences.** La création en 2005 du socle commun de connaissances et de compétences, puis la mise en place du livret individuel de compétences visent à modifier les pratiques des enseignants. Là aussi, il s'agit de créer de la concurrence entre les enseignants et entre les établissements : la validation des compétences devient un critère mesurable qui permet de comparer l'efficacité des enseignants et des établisse-



*reprendre le pouvoir...*

ments. L'apprentissage est ainsi remplacé par une évaluation permanente. Enfin, le livret modifie le regard porté sur les élèves, et notamment sur ceux qui sont issus des classes les plus populaires et par conséquent peu familiers de la culture scolaire : il les enferme dans des catégories dont il est de plus en plus difficile de sortir. L'enseignant transformé en évaluateur se trouve contraint à des pratiques de sélection, voire d'exclusion. En parfaite contradiction avec ses propres aspirations et avec celles des familles, il est mis dans la position de former des exécutants et de servir la reproduction sociale.

On voit se dégager ici les grandes lignes d'une transformation du travail qui est à l'œuvre partout, et pas seulement dans l'Éducation nationale :

- perte de maîtrise, réduction du métier à l'exécution de consignes ;
- évaluation permanente et mise en concurrence des individus ;
- individualisation des responsabilités et pression hiérarchique accrue.

Il s'agit d'un phénomène politique et social : il faut donc rompre avec les réactions individuelles à ces changements, souvent culpabilisantes, pour construire une résistance collective.

Ces réformes du métier d'enseignant s'inscrivent dans une **refonte générale du système d'éducation et de formation**, de la maternelle à l'université et à la formation continue. Il ne s'agit pas seulement de casser le métier ou de casser le service public, mais bien de construire une nouvelle école, profondément inégalitaire.

Cette construction s'appuie sur une campagne idéologique qui vise à briser les aspirations à l'égalité en affirmant que tous les enfants ne sont pas également « doués ». Cette idéologie des dons, et sa variante, la théorie du « handicap socio-culturel », ont déjà gagné beaucoup de terrain dans la société : de plus en plus d'enseignants et de parents sont persuadés que certains enfants « ne sont pas faits pour l'école », « n'ont rien à faire en classe »... Alors que toutes les études sérieuses prouvent que tous les enfants sont capables d'apprendre et de progresser !

Cette construction d'une école inégalitaire a des objectifs budgétaires : elle permet de faire des économies sur l'école pour payer la crise des banques. Mais elle s'inscrit aussi dans un projet de long terme, et à l'échelle européenne : la **transformation du travail pour répondre aux contradictions et aux besoins nouveaux du capitalisme**. La connaissance, les

savoirs, jouent un rôle de plus en plus important dans notre économie. Le capitalisme a donc besoin de salariés plus formés, mais à moindre coût et sans que cette formation leur apporte la maîtrise de leur travail, ou qu'elle débouche sur une qualification qui leur permettrait de revendiquer de meilleurs salaires ou de meilleures conditions de travail. Pour répondre à ce besoin, l'école doit trier les élèves de plus en plus tôt, pour minimiser les dépenses de formation, individualiser les formations, pour éviter qu'elles puissent déboucher sur des qualifications communes, et fragmenter les savoirs, pour empêcher toute maîtrise et former des exécutants dociles. **Dans un tel projet, les enseignants deviennent les instruments du tri social, en contradiction avec leurs propres aspirations, avec les aspirations légitimes des élèves et de leurs familles, avec tous les besoins de la société.**

Alors, oui, face à la souffrance au travail des enseignants, il faut réclamer l'instauration d'une médecine du travail de qualité, mais il faut aussi s'attaquer au cœur du problème, et **transformer l'école pour qu'elle réponde aux besoins sociaux**.

La transformation du métier d'enseignant mise en œuvre par la droite est porteuse d'un projet de société fondé sur la concurrence entre les individus et les territoires, sur la peur de l'autre, du plus pauvre que soi, sur l'exclusion, la culpabilisation et la violence. Une telle société est invivable ! **Il est urgent de nous rassembler et de construire une autre école pour une autre société**. Il ne s'agit pas de revenir en arrière : l'école de la République est arrivée au bout de ses potentialités. Elle est de plus en plus un outil de sélection, elle ne parvient plus à démocratiser l'accès aux savoirs depuis plusieurs décennies. À nous donc de nous appuyer sur les contradictions du système, sur son incapacité à répondre aux aspirations à la connaissance, pour construire quelque chose de nouveau : une **école de la réussite de tous, au service de l'émancipation individuelle et collective**.

Pour cela, le PCF peut proposer quelques axes de lutte qui paraissent essentiels. D'abord, **l'école que nous voulons doit transmettre les mêmes contenus à tous les élèves jusqu'à 16 ans**. Il faut en finir avec la distinction entre un socle commun enseigné à tous et des programmes qui ne sont enseignés qu'à quelques uns. Il faut relancer le collège unique, pour construire et transmettre à tous une culture commune ambitieuse permettant de prendre pouvoir sur le monde. Cela nécessite de repenser les programmes et les curricula sur le modèle de l'élève qui n'a que





*reprendre le pouvoir...*

l'école pour apprendre les savoirs scolaires, pour en finir avec l'exclusion et la nécessité de refaire l'école à la maison. Cela nécessite aussi de repenser le métier d'enseignant, avec les enseignants, pour favoriser les pratiques démocratisantes.

Pour garantir l'égalité d'accès aux savoirs, l'école que nous voulons doit être un **service public national**. Il faut en finir avec l'autonomie des établissements et avec la prolifération des statuts. Il faut recruter massivement du personnel sous statut de la fonction publique d'État, et travailler à faire en sorte que progressivement tous les personnels exerçant un même métier bénéficient d'un même statut. La revalorisation du statut d'enseignant ne peut pas passer par la multiplication des tâches qu'il recouvre : enseigner est un métier à plein temps, et le statut doit donner à chacun les moyens de l'exercer au mieux.

Enfin, **une formation égale doit déboucher sur une qualification commune** pour donner aux salariés les

moyens de l'action collective et mettre l'enseignement au service des aspirations de la société.

Cette transformation progressiste de l'école va de pair avec une transformation de toute la société. **Reprendre le pouvoir sur notre travail et sur nos vies, cela passe aussi par la conquête de nouveaux pouvoirs pour les travailleurs dans l'entreprise**, par la construction de **nouveaux services publics démocratisés**, qui permettent de satisfaire les besoins de la société. Et pour commencer, il est urgent de **nationaliser les banques** pour nous libérer des marchés financiers et reconquérir le pouvoir sur notre argent.

Personnels de l'éducation, élèves, parents, salariés, nous avons des intérêts communs, et nous ne pourrions nous en sortir qu'ensemble. Ne nous laissons pas isoler et diviser par les violences que nous subissons. Construisons des luttes et des propositions communes pour reprendre le pouvoir sur nos vies.

## ENSEIGNER

### *un métier qui s'apprend ?*

**Clara Cosquer**  
membre du collectif  
*Stagiaire impossible*

**P**as en France à l'heure actuelle en tous cas. Depuis la rentrée de septembre 2010, les « bleus » de l'Éducation nationale démarrent à plein temps devant les élèves, c'est-à-dire 18 heures par semaine pour un certifié. À ces 18 heures s'ajoute une journée de formation hebdomadaire, environ 17 fois dans l'année. Sur ces 17 journées sont condensés les apprentissages auparavant dispensés en 2 journées et demi par semaine, toute l'année.

Le nouveau professeur certifié se retrouve avec son plein temps, à préparer tous ses cours (puisque non, il n'en a pas d'avance, il est nouveau !) à corriger ses copies, à courir après les parents puisque cela fait aussi partie du métier, à remplir des rapports disciplinaires, à gérer les heures de retenue, s'assurer que les devoirs supplémentaires sont bien faits, etc. En plus de cela il doit prendre une journée de sa semaine pour se retrouver cette fois de l'autre côté du bureau et essayer d'intégrer le plus de choses possibles sur son nouveau métier. **Le nouveau prof a donc moins de temps que les enseignants chevronnés pour exercer son métier tout en l'apprenant.** Le ministre lui répond qu'il est grassement payé : 150 euros de plus que les stagiaires des années précédentes. Ça lui fait une belle jambe au stagiaire tiens, puisqu'il est désormais recruté à bac + 5 alors que les précédents l'étaient à bac + 3 et avaient une année (donc la 4ème après le bac) rémunérée à plein temps à l'échelon 1. Le stagiaire est donc moins bien payé que les autres et il échangerait bien ses 150 euros contre quelques heures de sommeil en plus et contre une formation digne de ce nom.

Le stagiaire dort en moyenne 5 heures par nuit. Lorsqu'il rentre de sa journée de travail au collège ou au lycée démarre sa deuxième journée. Celle de la préparation des cours pour le lendemain, et des corrections de copies qu'il faut bien rendre aux élèves. Préparer un cours lorsqu'on a appris comment, lorsqu'on a une méthode, et lorsqu'on sait où l'on va, ça prend déjà du temps, mais lorsqu'on part de rien, lorsque personne ne vous a concrètement montré comment faire, cela relève de l'impossible, ou presque. Et ça prend un temps fou. Environ 3 heures pour une heure de cours, s'il faut chiffrer. Nous en

sommes à 54 heures par semaine, auxquelles s'ajoutent les 18 heures devant élèves et les 6 heures de formation. Nous voilà donc à 78 heures par semaine.

Certains de ces stagiaires, conscients de payer le prix fort d'une réforme budgétaire destinée à supprimer bon nombre de postes dans l'Éducation nationale, ont donc décidé de créer le 1er octobre 2010 le collectif *Stagiaire impossible*<sup>1</sup>. Ils ont été reçus, accompagnés d'une large intersyndicale, quatre fois au rectorat de Créteil, deux fois au ministère de l'Éducation nationale. Pas une seule fois leurs revendications (retour au tiers temps, uniformisation dans toutes les académies des conditions de stage et titularisation) n'ont été entendues. La DRH du rectorat de Créteil leur a soutenu, début novembre 2010, que tout allait pour le mieux chez les stagiaires, et que certains appelaient même le rectorat afin de crier leur bonheur.

Un mensonge cynique, comme en atteste le recueil de témoignages compilé par le collectif<sup>2</sup>.

Un stagiaire nous dit : « *Je n'y arrive pas. Je suis épuisée, nerveusement, physiquement, moralement, tout ce que vous pouvez imaginer. Je ne dors presque plus, je n'ai plus de vie personnelle, je ne mange plus non plus parce que le stress, la colère et l'angoisse me nouent le bide. [...] Je n'ai pas dit aux parents que j'étais stagiaire, pour éviter les tensions que d'autres collègues ont connu (blocages d'écoles, pétitions, et même séquestration). Mais une maman a fini par me poser directement la question, par téléphone. Elle ne voulait pas raccrocher tant qu'elle n'avait pas eu de réponse claire. Oui, je suis stagiaire. Alors, vous n'avez aucune formation, et vous pensez que je vais laisser ma fille avec une instit incompétente? Elle a raison cette maman. Je suis incompétente, parce que l'institution a décidé qu'enseigner c'est juste un truc de faitéant, que non, décidément ça ne s'apprend pas. Comme si on m'avait montré les mouvements de base de la brasse et paf un coup de pied au derrière, dans le grand bain : vas-y, nage maintenant. [...]* »

Un autre : « *J'ai perdu 10 kg lors des 2 premières semaines de Septembre et suis à 2 doigts de tomber en dépression (ou peut être que j'y suis, mais que je ne m'en rends même pas compte tellement je n'ai même plus le temps de faire attention à moi et surtout à ma santé.* »

Ou encore une autre : « *[...] Je suis épuisée, très souvent sur les nerfs en raison de mon état d'épuisement, et je n'ai ni le temps, ni la patience, ni l'énergie nécessaires pour être disponible pour chacun de mes élèves et attentive à leurs besoins et leurs demandes [...]* »

1. Voir le site du collectif : <http://stagiaireimpossible.org/>

2. Le livre noir des stagiaires peut être téléchargé ici : [www.stagiaireimpossible.org/pages/Non%2C-je-ne-suis-pas-un-stagiaire-heureux](http://www.stagiaireimpossible.org/pages/Non%2C-je-ne-suis-pas-un-stagiaire-heureux)



### *un métier qui s'apprend ?*

Des témoignages de ce type continuent d'affluer sur l'adresse email du collectif, beaucoup émanant de « néo-titulaires » c'est à dire des stagiaires de l'an dernier, qui sont maintenant titularisés. N'ayant reçu aucune formation, n'ayant pas eu le temps de prendre le recul nécessaire, ils ne passent pas une année plus aisée que la précédente.

**Cette attaque contre le service public d'éducation doit être arrêtée d'urgence, il en va de la santé de nos professeurs et de l'avenir des enfants de ce pays qui sont en première ligne de ces cours préparés dans l'urgence, et sans formation.**

**Cette destruction de la formation des enseignants s'inscrit dans une attaque plus globale sur les salaires :** retraite, jour de carence, évaluation. On peut aussi noter le caractère idéologique de cette réforme : dégrader la qualité du service public pour préparer sa privatisation partielle ou la décentralisation des personnels.

Dans de nombreuses académies, le droit à la formation continue est aussi attaqué en raison des faibles moyens de remplacement. Il faut aussi souligner le caractère discriminatoire de cette réforme dite de

« masterisation » qui élimine de fait les étudiants issus des milieux populaires en recrutant les professeurs au niveau Bac + 5 et non plus à Bac + 3. Enfin, la baisse du nombre de candidats au concours peut laisser penser que le gouvernement a atteint un de ses buts : arrêter le recrutement d'enseignants sous le statut de la Fonction Publique d'État. Loin d'être anecdotique, la disparition de la formation des enseignants se trouve au cœur du démantèlement du service public d'éducation. Elle participe à la construction d'une école inégalitaire associée à l'autonomie des établissements, à la multiplication des heures supplémentaires et du recours à des personnels précaires, à la diversification des contenus entre un tronc commun minimal et des options proliférantes, elle produit des personnels en concurrence les uns avec les autres et délivre un enseignement différencié selon les moyens qui leurs sont donnés par l'établissement, les familles ou les collectivités locales.

**La formation doit donc être un enjeu de la relance du processus de démocratisation de l'éducation, et portée par la gauche lors de la campagne de 2012.**

## NOUVELLE GOUVERNANCE - ÉVALUATION DES ENSEIGNANTS

*offensive idéologique néolibérale sur l'école :  
décryptage et perspectives*

Loïc Antoine

Les projets ministériels en cours suscitent une inhabituelle mobilisation de tous les personnels d'encadrement et d'enseignement contre la casse du service public de l'éducation nationale. Inspecteurs, chefs d'établissement, professeurs, tous s'accordent pour rejeter ces projets relatifs à de nouvelles modalités d'évaluation des enseignants s'inscrivant dans une gouvernance académique relevant de l'idéologie néolibérale.

Cette idéologie projette que **les enseignants soient évalués lors d'entretiens par leurs seuls supérieurs hiérarchiques administratifs**, les chefs d'établissement (ainsi de plus en plus transformés en managers), selon un critère considéré à juste titre comme majeur : leur capacité à faire progresser les élèves. Sauf à considérer que les chefs d'établissement possèdent des compétences scientifiques et didactiques propres à chaque discipline qu'ils pourraient mettre au service de cette évaluation en assistant à des cours, une telle évaluation ne peut se faire que par l'analyse des résultats des élèves. Or de nombreuses études ont montré, par ailleurs, comment ceux-ci peuvent être manipulés afin de répondre à des critères de performance imposés par le capitalisme.

Cette idéologie projette également de **modifier la gouvernance académique** en s'appuyant sur deux principes : ceux de **subsidiarité** et de **responsabilité**. Le premier, pris dans son acception néolibérale, permet de mettre en place une chaîne hiérarchique par délégation de responsabilité de l'échelon supérieur à l'échelon inférieur en l'inféodant ainsi aux politiques exclusivement portées par les exigences du capitalisme dont les marchés sont aujourd'hui les maîtres. Le second impose la politique du résultat à chacun des échelons en l'inscrivant dans un contrat dissymétrique avec l'échelon supérieur en charge de la modulation d'une prime de fonction et de résultat (PFR). Dans ce modèle managérial, l'expertise scientifique, didactique et pédagogique portée par les inspecteurs associés jusqu'à l'évaluation des enseignants est cantonnée à la conception d'une auto-évaluation des enseignants et à une analyse des résultats des établissements. Devenus référents pour certains établissements, les inspecteurs auront la responsabilité d'un bon accompagnement identifiable dans la dynamique de leurs résultats.

Cette idéologie portant en elle la défiance à l'égard des personnels nie ainsi les valeurs constitutives de

professionnels engagés par la conviction tout simplement humaine de l'éducabilité de tous les élèves, de leur possible progrès et réussite dans des perspectives émancipatrices individuelles et collectives. Au-delà de l'absence de négociations véritables avec un ministère sourd à toutes propositions émanant de la connaissance experte de la spécificité éducative et de sa dimension intrinsèquement anthropologique, le rejet fort des projets résulte également et paradoxalement des précédentes réformes ministérielles : **référentiel du socle commun et nouveau lycée**.

Dans le paysage éducatif depuis le décret du 11 juillet 2006, le socle commun de connaissances et de compétences, dont le programme socialiste oublie qu'il s'agit d'un référentiel certificatif qui pourrait être judicieusement remplacé, dans une politique portée par des forces véritablement progressistes, par celui, pédagogique, de la culture commune, est aujourd'hui, sur le terrain, progressivement et davantage porté par son intérêt pédagogique que par son intention politique initiale. De même, la réforme du lycée, engagée en septembre 2010 en seconde et aux intentions politiques néolibérales est aujourd'hui essentiellement et dans la réalité quotidienne des établissements, interrogée dans sa dimension pédagogique permettant l'émancipation et la réussite de tous les élèves. Dimension qu'avait peut-être perçue le CSE (Conseil supérieur de l'éducation) qui adopta largement cette réforme alors qu'il avait rejeté fortement les réformes précédentes : loi Fillon et réforme Robien.

C'est ainsi que paradoxalement des réformes ministérielles relevant de la mise en place de la stratégie de Lisbonne, visant le développement à l'échelle de l'Europe d'une économie de la connaissance la plus performante du monde dans la concurrence organisée par le capitalisme, ont engagé les cadres du système éducatif et les enseignants dans une réflexion pédagogique renouvelée, une fois identifiés les deux principaux enjeux liés à ces réformes : les enjeux éducatifs et les enjeux politiques. Les premiers relevant des valeurs professionnelles républicaines, les seconds d'une résistance à construire au quotidien à l'échelle politique.

Ceci demande quelques explications. Cette réflexion pédagogique renouvelée est en effet induite par la mise en œuvre du **concept de compétence** en articulation avec les approches didactiques disciplinaires et

### *offensive idéologique néolibérale...*

le contenu des programmes. Loin d'une lecture utilitariste du concept et d'une formation behavioriste à l'acquisition de compétences tel qu'espéré par le capital, une approche implicitement émancipatrice voit progressivement le jour sous l'impulsion des corps d'inspection pédagogique porteurs d'abord de ce versant de la réforme à travers le prisme de leur expertise, avant celui de sa dimension évaluative et certificative. Des pédagogies porteuses de sens pour les élèves dans des cadres disciplinaires didactiques simplement réinterrogés dans une perspective actionnelle pour comprendre le monde se développent ainsi jusqu'à aboutir à une définition des compétences comme « savoirs de pouvoir ». Une révolution pédagogique copernicienne est ainsi progressivement et paradoxalement à l'œuvre au collège et au lycée.

C'est ainsi qu'au plus près des enseignants pour les accompagner dans cette appropriation d'un concept afin d'en dégager une lecture culturelle et émancipatrice, les corps d'inspection se trouvent aujourd'hui à leur côté pour rejeter les projets managériaux du ministre et de sa directrice des ressources humaines : ces projets rendraient en effet totalement impossible cet accompagnement reconnu comme aujourd'hui encore plus indispensable qu'hier pour accomplir le changement paradigmatique pédagogique espéré et initié de longue date par l'éducation populaire.

De ce constat d'une **alliance de plus en plus forte entre les corps d'inspection et les enseignants**, alliance générée paradoxalement par de premières réformes ministérielles que les secondes visaient à enrichir dans leur dimension capitaliste néolibérale, **la responsabilité politique d'une force comme le**

**Parti communiste français est grande afin de donner à voir :**

- **que la mainmise progressive du capital, par les réformes qu'il organise, sur un domaine qui jusqu'alors lui échappait, à savoir l'école, en vu de production de ressources pour son économie induit des transformations contraires à ces intérêts.**
- **que dans le droit fil de la pensée marxienne, une attention à ces transformations impose de tenir des propos politiques identifiant clairement les enjeux et les possibles résistances aux réformes réactionnaires afin de trouver écho auprès des acteurs qui les mettent en œuvre en les transformant.** C'est ainsi que si le socle commun est à rejeter pour des raisons politiques, le référentiel sur lequel il s'appuie, bien qu'uniquement à visée certificative, doit quant à lui être reconnu pour les avancées pédagogiques émancipatrices qu'il permet concrètement sur le terrain sous l'impulsion de corps d'inspection disciplinaires opposés à des apprentissages utilitaristes et behavioristes.
- **que seul le Parti communiste, attentif à ce réel en cours de transformation, est en capacité de proposer la mise en œuvre de réformes curriculaires portant véritablement cette dimension émancipatrice** immanente au concept de compétences au-delà de ce socle commun repris par la sociale démocratie favorable au développement de l'école du socle en lieu et place du collège unique lieu d'acquisition d'une culture commune par tous les élèves jusque 18 ans.

#### À lire

L'Institut de recherches de la FSU sur le métier d'enseignant  
*Manager ou servir : le service public aux prises avec le nouveau management public*

<http://institut.fsu.fr/-Manager-ou-servir,207-.html>

et le point de vue d'Evelyne Bechtold-Rognon et Thomas Lamarche sur la réforme de l'évaluation des enseignants :

<http://institut.fsu.fr/La-folie-evaluation.html>

*Le Travail enseignant*

<http://institut.fsu.fr/-Le-travail-enseignant-.html>

## STRESS LIÉ AU TRAVAIL ET RISQUES PSYCHOSOCIAUX

### *une étude intéressante et utile*

Régis Régnault

La Conférence finale du Conseil syndical européen de l'éducation (CSEE) sur le stress lié au travail et les risques psychosociaux des enseignants s'est tenue à Berlin les 17 et 18 novembre derniers. Elle s'était fixé pour but de synthétiser et de diffuser les résultats d'une enquête comparative lancée en 2010 – 5ème vague d'une étude menée depuis 1992 – auprès de 500 écoles publiques et privées en Europe, dont 60 en France. À cette occasion, le CSEE avait invité les représentants des employeurs du secteur, dont la puissante Fédération européenne des employeurs de l'éducation (FEEE), des officiels gouvernementaux et des experts de la santé au travail. Ainsi, quelque 80 participants ont pu entendre le détail et le global de données très intéressantes tirées d'entretiens individuels et de l'examen de situations collectives – y compris pour la première fois sur la santé mentale, selon les normes de l'OMS –, et surtout sur les causes des affections constatées.

Au premier rang de celles-ci vient **l'intensité du travail**, qui s'est fortement développée ces vingt dernières années dans tous les pays concernés et que la crise systémique ne diminue pas. Elle sévit tout particulièrement au Royaume-Uni, pays champion des mauvais chiffres de l'enquête, et en France. Elle ne fait que compliquer **les problèmes immanents à l'enseignement** – plus patents que dans tout autre secteur professionnel – que sont le degré d'exposition physique et moral, la surcharge émotionnelle, au reste non exprimable, les changements organisationnels et technologiques nombreux et fréquents. Loin d'augmenter en quantité et en qualité, **les éléments compensatoires** ne font plus le poids : le niveau d'autonomie, d'engagement, de formation et de maîtrise

cognitive et le sentiment d'utilité laissent place à la solitude et à la perte de solidarité, à la caporalisation et l'auto-culpabilisation, au travail dit empêché et à la hausse de l'insécurité du travail et au travail. À cela s'ajoute une **durée du travail** alourdie, même si difficilement mesurable, vécue surtout comme une quantité de travail pour partie non rémunéré. Une minorité seulement d'enseignants pensent être correctement payés et il est avéré que les femmes gagnent moins que les hommes.

S'ensuit un développement sans précédent des maladies cardiovasculaires, digestives, respiratoires et autres TMS. Le diagnostic mental a, quant à lui, augmenté de plus de 80% ces dernières années. Et que dire des suicides !

Si, pour le patronat, il s'agit avant tout d'un manque à gagner économique – comme pour le ministre allemand du travail, insistant sur les 47 millions de journées de travail perdues par an dans son pays à cause du stress, soit 26 milliards d'euros (sic) –, les organisations syndicales ont vu dans ces analyses et ces synthèses, à juste titre, la confirmation du bien-fondé des luttes qu'elles mènent. Elles se battent, certaines depuis bien longtemps et en accordant à cette question l'importance qu'elle mérite, pour faire reconnaître le stress lié au travail et les risques psychosociaux des enseignants comme des éléments indispensables à prendre en compte à la fois dans la négociation collective et l'élaboration des normes sociales comme dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques.

De ce point de vue, on peut en déduire facilement que notre gouvernement a tout faux. Atteinte à la formation initiale, suppression de postes, surcharge des classes, renforcement de la précarité et du poids hiérarchique local, gestion managériale, multiplication de réformes imposées aux fins de conformer notre système éducatif à la société libérale sont autant de facteurs qui ne peuvent qu'aggraver la situation.

Les fruits du travail du CSEE – qui ne saurait s'arrêter à cette conférence au demeurant marquante – prouvent au contraire qu'il est impératif de s'orienter vers une politique alternative ambitieuse de développement sans précédent des richesses du système éducatif par sa démocratisation. Nul doute qu'ils seront d'une grande utilité aux organisations qui en sont membres, ainsi qu'aux salariés qu'ils défendent. Ainsi qu'à tous celles et tous ceux qui ont à cœur de construire l'école de l'avenir. À charge pour tous de se les approprier.

#### À lire sur internet

Le site internet du Comité syndical européen de l'éducation :

[http://etuce.homestead.com/CSEE\\_2010\\_Homepage.html](http://etuce.homestead.com/CSEE_2010_Homepage.html)

Et le rapport du CSE sur le stress au travail des enseignants :

[http://etuce.homestead.com/News/2008/March2008/Report\\_WRS\\_FR.pdf](http://etuce.homestead.com/News/2008/March2008/Report_WRS_FR.pdf)

Le compte-rendu de la conférence par la FERC CGT :

[www.ferc.cgt.fr/images/courriel/courriel\\_2011/179courriel.pdf](http://www.ferc.cgt.fr/images/courriel/courriel_2011/179courriel.pdf)

Et un article sur la souffrance au travail des enseignants dans *l'Humanité* du 4 décembre :

<http://www.humanite.fr/societe/pour-bien-travailler-la-course-d%E2%80%99obstacles-des-enseignants-485140>

## UNE NOUVELLE RUBRIQUE

### au service des campagnes présidentielle et législatives

**Marine Roussillon**

L'école figure parmi les premières préoccupations des Français : elle sera au cœur des campagnes électorales de l'année 2012. Comment entrer dans le débat ? Comment impliquer une part toujours plus grande de la population dans la construction de l'école de demain ? Comment faire avancer nos idées, défendre notre projet d'une école émancipatrice, au service de la réussite de tous ?

Le temps de ces campagnes électorales, la *Lettre du réseau École* propose une nouvelle rubrique, dont l'objectif est d'aider à organiser et à nourrir le débat sur l'école dans le pays.

Nous y publierons des comptes-rendus des réunions du groupe école du comité de campagne, ainsi que des exemples d'introductions aux assemblées citoyennes sur l'école et des comptes-rendus de débats. Nous y ferons régulièrement le bilan des questions les plus discutées, des propositions qu'il nous semble urgent de mettre en débat. Nous y proposerons du matériel et des synthèses à l'attention des candidats aux législatives.

Avec un objectif : être utile à la mobilisation, et élargir toujours plus le front de lutte, de propositions et d'actions pour une transformation progressiste de l'école.

### **l'École dans la campagne : des documents utiles**

**Vidéo à projeter en introduction des assemblées citoyennes et à faire connaître autour de vous.**

Débat sur l'éducation au forum des think tanks. Interview de Stéphane Bonnery

<http://www.emploi parlonsnet.fr/en-images/la-videotheque-idees-stephane-bonnery-fondation-gabriel-peri>

**Choukri Ben Ayed prend position contre les propositions de Fondapol sur l'école.**

Un article sur le site du Café pédagogique :

<http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2011/12/12122011Fondapol.aspx>

Et une interview sur France Info :

<http://www.franceinfo.fr/education-jeunesse-autonomie-des-etablissements/question-d-education/jusqu'ou-faut-il-individualiser-l'ecole-472043-2011-12-14>

**Parution : note de la Fondation Copernic. *L'Éducation nationale en danger.***

Dans cet ouvrage collectif dirigé par Josiane Boutet, sociolinguiste, co-coordonnatrice de la Fondation Copernic, les auteurs (Julien Bach, Élisabeth Bautier, Stéphane Bonnery, Prisca Kergoat, Caroline Mécaray et André Ouzoulias) ont cherché à la fois à mettre en évidence la logique des politiques mises en œuvre depuis de trop nombreuses années, qui conduisent au démantèlement de l'éducation nationale et à l'explosion des inégalités scolaires, et à éclairer un chemin vers une école démocratique.

## GRUPE DE CAMPAGNE SUR L'ÉDUCATION

### *compte-rendu de la réunion du 9 décembre*

Présents : Gérard Aschiéri (syndicaliste), Choukri Ben Ayed (sociologue), Brigitte Blanc (PG), Stéphane Bonnéry (sociologue, PCF), François Coq (PG), Magali Escot (PG), Bertrand Geay (sociologue), Pascal Langlois (République et Socialisme, élu), Pierre Marsaleix (syndicaliste), Christine Passerieux (militante pédagogique), Nicole Sergent (syndicaliste), José Tovar (FASE).

Un groupe s'est constitué, pour conduire une campagne « éducation » du Front de gauche en vue des échéances électorales de 2012.

Il est constitué de personnes apportant leur expérience des milieux pédagogiques, syndicaux et de la recherche en éducation (Gérard Aschiéri, Choukri Ben Ayed, Stéphane Bonnéry, Bertrand Geay, Pierre Marsaleix, Christine Passerieux, Nicole Sergent) ainsi que des responsables aux questions éducatives des différentes forces politiques du Front de Gauche (Marine Roussillon pour le réseau école du PCF, François Coq pour le PG, José Tovar pour la FASE, Pascal Langlois pour RS, des représentants de la GU, etc.). Plusieurs d'entre eux sont membres du Comité national de campagne (CNC) du Front de Gauche.

Ce groupe a rédigé une note à l'attention du CNC définissant ce qu'il se proposait de faire, une réponse est attendue pour le début du mois de janvier.

**1. Compléter le PPP sur les questions d'éducation,** avec un texte général et des fiches portant davantage sur des questions de programme, dont cer-

tains points font discussion entre les acteurs du Front de Gauche (par exemple le collège unique, etc.). Ces textes pourraient être des outils pour conduire les débats, les assemblées citoyennes, afin de permettre à la plus large partie possible de la population de s'emparer des questions et d'aider à les faire avancer. Ils devraient aussi aider le candidat à la présidentielle, les candidats aux législatives, et l'ensemble des militants à faire campagne sur tout le territoire national dans une dynamique de rassemblement.

**2. Produire des tracts de campagne** (ainsi, le contenu du dernier tract unitaire a été élaboré collectivement), des communiqués, des tribunes et réactions dans la presse. Pour l'instant, la presse non-militante passe plutôt des réactions personnelles de personnes, de chercheurs (voir la tribune de Choukri Benayed en réponse à Fondapol\*) sans mentionner leur engagement dans la campagne, ce qui permet néanmoins d'intervenir dans le débat d'idées ; il s'agit pour l'avenir à court terme de percer ce mur médiatique.

**3. Impulser une grande et/ou des rencontres publiques sur l'éducation.**

Alors que l'école, avec la crise et l'emploi, fait partie des premières préoccupations des Français, cette dynamique constitue un atout pour la campagne des militants communistes, en agissant de concert avec les prises de positions de personnes connues nationalement et des citoyens qui s'engagent dans ce cadre pour avoir prise sur les choses.

\*. <http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2011/12/12122011Fondapol.aspx>



ASSEMBLEE CITOYENNE

Orléans

14 novembre 2011

Christian Foiret

## ÉCOLE, ÉDUCATION, FORMATION

### *pour une émancipation humaine*

#### INTRODUCTION

##### Quelques points de repère...

**L'école, de la maternelle à l'université et la formation, fait l'objet de changements profonds.**

Mesures gouvernementales et actions de résistance. La droite met en place un projet éducatif, une école capitaliste dont la fonction est essentiellement au service de l'économie des marchés.

**La connaissance est considérée comme valeur marchande et intègre à tous les niveaux la logique du libéralisme économique total.** Cela répond à des exigences des lobbies patronaux. 30 ans que le grand patronat européen exige **un système scolaire adapté aux exigences d'employabilité maximales.** Ils parlent de « l'économie de la connaissance ». Derrière cette idée, le patronat a besoin d'emplois à très courte formation (type 48h) pour un salariat cantonné à des tâches d'exécution. Pour cela, il faut des savoirs de base : lire, compter, écrire, cliquer. C'est le rôle dévolu au « socle commun des connaissances ». Idée défendue également par le PS. « Les programmes ne peuvent être conçus comme si tout le monde devait aller loin » : notons le cynisme. C'est clair : il faut trier les élèves.

**Il leur faut aussi des salariés formés à très haut niveau avec une scolarité étendue jusqu'à bac +3 destinés à des tâches d'encadrement.** Donc un salariat clivé. Mais aussi l'objectif est de former des jeunes avec une adaptabilité acquise, développant peu de revendications. Les programmes ont été revus en ce sens. Enfin, le Livret personnel de compétences suivra l'élève de la petite section à la 3<sup>e</sup>. Véritable « casier scolaire » de l'élève, il est destiné à casser les diplômes nationaux puisqu'il permettra de repérer les caractères d'employabilité du jeune.

**La norme capitaliste tend à devenir la règle du fonctionnement du système d'enseignement régulé de plus en plus par la concurrence.** Les établissements glissent vers une organisation entrepreneuriale. Les responsables d'établissement sont formés au managéral. La mise en concurrence est à l'ordre du jour. C'est déjà officiel entre les universités. L'évaluation érigée en dogme, est le pilote du système.

**Les personnels sont dans cette tourmente.** Ils sont également visés par les réformes profondes : en faire des agents du tri, les diviser, les inciter à transformer leurs pratiques pédagogiques au service des objectifs patronaux.

**La formation est un marché.** Tout ce qui est rentable est visé. D'autres pays européens y sont déjà depuis longtemps. En France on voit se multiplier les entreprises privées de formations complémentaires (Academia...). C'est l'idée d'externaliser la formation. Le privé est en piste, mais les collectivités territoriales sont sollicitées également pour remplacer le service public national.

**Un aspect pernicieux du dispositif vise à renvoyer l'individu à la responsabilité de sa propre formation et de son échec.** C'est le sens de la sortie de Châtel à la rentrée : « ce n'est pas la quantité de moyens qui compte puisque nous faisons du « sur mesure » ».

##### Les enjeux

**La question des savoirs, de leur maîtrise est au cœur d'une lutte de classe.** Les savoirs, la compréhension du monde, les clés pour agir sur ce monde, les clés pour se construire dans ce monde en mouvement : pour qui tout cela ? Le dévoiement de l'enseignement par compétences vise à fabriquer des salariés répondant aux besoins des marchés financiers. Il ramène à une conception passiviste des savoirs : utilitaire, méritocratique, individualiste, faisant de l'excellence de quelques uns un choix de classe. Il empêche de penser l'émancipation humaine comme une exigence de civilisation.

**L'école démocratique est celle qui favorise l'émancipation des individus et l'autonomie de pensée.** Mais cela est dangereux pour le système. Donc, nous disons au Front de gauche : « L'humain d'abord », contre l'hyper domination des lois du marché.

**Former les individus qui constitueront un collectif capable de changer ce monde** est une idée traversant notre projet du Front de Gauche. Ne faut-il pas passer d'une conception de l'individu employable à celle de tous les individus dotés d'un haut niveau de culture, de maîtrise des savoirs, d'autonomie de pensée ? le pari de l'intelligence est un facteur du progrès humain et du développement des sociétés. C'est une question de volonté et d'ambition politique.

**La démocratisation scolaire permettant une élévation du niveau des connaissances pour tous, n'est-elle pas au cœur des enjeux ?** Notre débat ne pourra éviter la dénonciation des réformes et mauvais coups actuels. Mais je propose d'orienter notre débat



*pour une émancipation humaine*

thématique sur la visée sociétale. Quelle formation pour former des citoyens tous capables de changer ensemble ce monde capitaliste ?

Dans le débat, les militants du Front de Gauche défendront les propositions du projet « l'humain

d'abord », projet que nous souhaitons partager avec vous afin de l'enrichir ensemble.

J'appelle citoyens, responsables d'associations, syndicalistes à prendre la parole, et à dire au Front de Gauche ce que vous en attendez.

## COMPTE-RENDU DES DÉBATS

### Quelques éléments du débat...

- Un intervenant dénonce les **partenariats public/privé**. Le CG 45 fait construire une cuisine centrale privée qui livrera les repas à plusieurs collèges du département. Un rassemblement à lieu dans 3 jours.
- La **psychiatrie** : la tendance actuelle est de ne pas prendre en compte les individus. La normalisation coûte moins chère. L'intervenant fait le lien avec l'enseignement. L'uniformisation, c'est la rentabilité. Pourtant c'est l'ignorance qui au final coûte cher.
- Les manques dans l'école publique jouent contre l'école publique.
- La responsable du GFEN du Loiret explique en quoi le **le pari du « tous capables »** est un levier de transformation du système et de la société. Elle reprend l'interpellation d'ATD : **quelle place des parents dans le système éducatif ?** Parents et école : 2 mondes qui ne se rencontrent pas toujours. Elle demande également **comment on peut enseigner sans formation ?** Elle attire l'attention sur la maternelle, en danger et pourtant vitale dans le développement : **maternelle et collège pour tous ;** 2 maillons dans le viseur du gouvernement.
- Un intervenant demande de préciser ce qu'est « accéder au statut de citoyen » ? il demande de préciser les raisons de notre réserve sur l'enseignement des **compétences**, car c'est nécessaire pour l'autonomie de pensée.
- Il y a 50 ans la France produisait moins de richesses et il y avait plus de **moyens** pour l'école. L'école ne remplit de fonction républicaine. Il y a besoin d'argent ; comment va faire la gauche ? Il faut refonder une économie qui recommence à produire des richesses. *Il est aussi demandé de penser aux écoles professionnelles, aux apprentis avec des structures plus accessibles.*
- Sur **public/privé** : tous les partenariats public-privé sont des catastrophes. L'éducation est incompatible avec le capitalisme. Éduquer, c'est ouvrir les esprits. L'école, c'est : des valeurs, un besoin de culture, apprendre à penser. Les compétences sont parties des savoirs et un minimum de savoirs faire.
- Les **évaluations** peuvent être au service du renoncement. Leur vrai but ? rabaisser l'ambition des classes populaires, broyer. Oui le pari de l'éducabilité de tous.
- Opposer **compétences et connaissances** est une conception réductrice. Un exemple à l'université : il est demandé aux étudiants de résumer en 2 pages une licence. Cela conduit à apprendre à remplir des cases. C'est au service de l'employabilité.
- Un intervenant fait remarquer que les personnels sont encore mobilisés et très attentifs aux élèves. Il y a encore une admiration pour les profs.
- Un militant associatif insiste sur l'**éducation populaire** afin de former à la résistance dans des actions de citoyens.
- Un prof de lycée professionnel souligne le besoin de s'épanouir dans la vie. Il faut des moyens, baisser les effectifs par classe, de la place pour étudier. Il faut laisser du temps pour choisir un métier, un espace d'orientation. Les lycées professionnels sont souvent des voies choisies par défaut.
- Les propositions du Front de Gauche ont besoin d'être popularisées. Dépassez les cercles des métiers de l'école. Comment on va travailler ?
- Un responsable de la FSU affirme l'ambition de former le citoyen autonome et responsable. Le socle commun des connaissances exclut les compétences de la sensibilité (art, sport...) il faudrait plutôt **une culture** commune qui permette aux élèves des milieux populaires d'adhérer aux savoirs plus fondamentaux. Former à réfléchir. Les programmes de 2000, abrogés par ceux de 2008, allaient mieux en ce sens. Les compétences viennent du grand patronat qui exigeaient des savoirs utilitaristes au service de l'employabilité de la maternelle à l'université.
- Un chercheur explique que ce sont les financiers qui déterminent les programmes de recherche. C'est encore plus dégradé à l'**université** qu'ailleurs. Oui l'éducation populaire peut être un système pour résister.
- Un intervenant invite à observer l'**enseignement agricole** et son approche d'une éducation sociocul-



*pour une émancipation humaine*

turelle. Si l'éducation nationale est dans l'écrémage, l'enseignement agricole est plus dans l'accompagnement.

- Un intervenant insiste sur le fait que tout jeune a une culture. Mais comment prend-on en compte la diversité culturelle ? Il nous faut **une école qui intègre et accepte toutes les cultures**.
- Un militant de la CGT, éducateur sportif, constate qu'on subit le martelage, **comment mobiliser ?** Il pense qu'il ne faut pas trop noircir le discours, ouvrir des perspectives et valoriser les succès et les luttes.
- Un intervenant demande qu'on inscrive la ratification de la **charte des minorités ethniques**.
- Un animateurs du FG rappelle des propositions qui peuvent en partie rencontrer des interrogations soulevées dans le débat : l'abrogation du master « Châtel » ; la refonte de la formation des enseignants ; le besoin de revoir le système d'accompagnement personnalisé ; la création de décharges de service et de postes d'enseignants supplémentaires ; l'engagement à ne pas dépasser 25 élèves par classe ; la promotion d'une école de la coopération et non de la compétition.

**En fin de débat, il est rappelé 4 grands axes importants pour le FG :**

- o La réaffirmation d'un **grand service public national de formation et d'éducation** incluant la formation professionnelle, même si des déclinaisons territoriales sont envisageables.
- o **Une ambition de civilisation.** Si l'école conduisait au métier et installait de fait une ségrégation entre les « manuels » et « intellectuels », elle doit viser maintenant la formation du citoyen capable d'agir sur le monde.
- o **Le lien entre formation et ré-industrialisation.** Pour répondre aux défis de la planète (climat nourrir, soigner, vivre en paix, développer, etc...)
- o **La lutte contre les inégalités.** L'éducabilité de tous. Pour cela un système centré sur le modèle de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre. La difficulté scolaire est celle du système par des élèves et de leur famille, donc pas fatale.

Des participants font part de leur interrogation sur ce dernier point et trouvent que le rôle des parents n'est pas assez affirmé. Le débat est donc à poursuivre... Mais plus de 2 h sont déjà passées...

**ASSEMBLEE CITOYENNE**

Saint-Michel sur Orge - 16 décembre 2011

*compte-rendu*

23 personnes s'étaient réunies pour cette troisième assemblée citoyenne du Front de Gauche dans la ville, qui portait, après la crise et la santé, sur l'éducation. En présence d'une syndicaliste enseignante, d'un militant parent d'élève, du responsable à l'éducation du PG et de Stéphane Bonnéry du réseau école du PCF.

L'état des lieux des mauvais coups et des réformes a montré l'entreprise de démolition que conduit la droite, ainsi que ce qu'elle construit comme école inégalitaire, prisonnière des demandes de formation de la main d'œuvre formulées par le patronat. Les grands axes du projet alternatif, à porter dans les luttes et dans les campagnes électorales présidentielles et législatives, ont été mis en débat. Les échanges ont permis de décliner ces axes en propositions concrètes qui se posent comme alternatives aux réformes en cours. Parmi les multiples choses abordées, la nécessité et la possibilité, à condition de réorienter la finance vers l'humain et de taxer les profits, de recréer les postes perdus en les complétant des nouveaux besoins (baby-boom, scolarisation dès 2 ans, etc.). L'idée est apparue d'inscrire de telles missions de l'école, hors de l'emprise de l'économie et des gouvernants à la Sarkozy, dans la constitution de la VIe République.

Le collège unique, et plus généralement la scolarité unique de la maternelle au collège, est ressorti comme un défi politique : on doit sortir du faux choix entre éliminer dès le plus jeune âge les enfants qui ne sont pas dans la connivence avec l'école et faire passer de classe en classe sans leur permettre d'ap-

prendre ; après la démocratisation des parcours, il faut s'attaquer à la démocratisation des apprentissages, avec un collège réellement unique, comme doit mieux le devenir la maternelle et l'élémentaire, en prenant pour modèle l'enfant qui n'a que l'école, et en créant les moyens pédagogiques pour éradiquer l'échec des apprentissages.

Ce défi est crucial y compris pour la laïcité, pour une école qui forme à l'esprit critique les futurs citoyens, car l'enseignement privé recrute beaucoup sur les craintes du niveau dans le public, en plus du maillage affaibli des établissements publics.

Une autre entrée dans les débats avec les parents et enseignants porte sur l'externalisation, vers les cours privés, ou sous prétexte de « rythmes » qui déscolarisent l'après-midi et créent des programmes inégaux entre établissements selon ce que leur permet leur « autonomie financière ».

C'est à l'école de développer chez les enfants les capacités de concentration, avec des activités stimulantes sur les savoirs. Pour cela, il lui faut les moyens, notamment le temps pour enseigner, car tous les enfants sont capables d'apprendre la même chose ensemble si l'on s'y prend autrement. La formation d'enseignants apparaît ainsi un enjeu essentiel.

Ces entrées à partir de luttes contre des réformes ou de situations concrètes, sont apparues, dans la dynamique du Front de Gauche élargi, une façon de permettre aux acteurs de la communauté scolaire de s'approprier des idées et de s'exprimer.

## quand l'approche par compétences détourne les élèves d'une appropriation émancipatrice des savoirs

**P. Pierre**  
professeur d'EPS

Quel dommage de perdre de vue que l'acte pédagogique découle d'une transposition didactique, distinguant le savoir enseigné du savoir « savant » ! La construction d'un enseignement ne peut se soustraire à une réflexion critique sur les savoirs enseignés, leurs origines, les pratiques sociales de référence et les conditions historiques constitutives des savoirs savants. Pour comprendre comment l'émergence de l'Approche par compétences a pu modifier les finalités de l'école dans la société aussi radicalement, il faudrait étudier l'évolution des discours et des recherches des acteurs à l'origine même des réformes curriculaires du système éducatif durant ces trente dernières années.

**La compétence désigne la capacité de mener à bien une fonction, un certain ensemble de tâches.**

Communément, elle est perçue comme étant le fruit de la maîtrise de connaissances, de savoir-faire, de comportements adéquats et d'expériences pratiques.

Olivier Reboul<sup>1</sup>, au début des années 80, avance que « la fin de l'enseignement est de donner, non pas des informations, ou même des savoirs-faire, ou même des savoirs purs, mais une compétence. Autrement dit, l'élève doit parvenir non seulement à connaître quelque chose, mais à s'y connaître ». De même « le linguiste Noam Chomsky s'est servi de l'expression « compétence linguistique » pour montrer que la connaissance d'une langue ne se réduit pas à une somme de « performances », autrement dit à répéter un certain nombre de phrases déjà entendues. Connaître une langue, c'est pouvoir, à partir d'un nombre restreint de règles, former et comprendre un nombre indéfini de phrases nouvelles correctement construites ». N. Chomsky parlera de « l'aspect créateur de l'utilisation du langage » « s'appuyant sur un code que constitue le système syntaxique de la langue » à travers des règles. Et « la compétence s'exerce » ainsi « dans la marge de liberté qu'elles définissent ».

La notion de compétence tendrait à dépasser le concept de savoirs à travers une bonne intégration

de règles, celles-ci établissant un cadre dans lequel l'individu aurait la liberté de créer (ses propres phrases dans l'exemple précédemment cité).

**Depuis la fin du XXe siècle, ce bon sens a fait place à une nouvelle interprétation du terme « compétence ».** Désormais, celle-ci ne désigne plus simplement une somme de savoirs efficaces mais, de plus en plus, une espèce de capacité abstraite à mobiliser des savoirs (quels qu'ils soient). Ce qui caractérise « l'approche par compétences » qui s'impose dans les années 1990, c'est que les objectifs d'enseignement n'y sont plus de l'ordre des contenus à enseigner mais plutôt d'une capacité d'action à atteindre des performances par l'apprenant. Une compétence ne se réduit ni à des savoirs, ni à des savoir-faire ou des attitudes. Ils ne traduisent que des « ressources » capable d'être mobilisées par l'élève.

L'analyse de J.C. Bos et C. Amade-Escot sur l'incorporation des compétences dans les programmes d'Éducation physique et sportive ces vingt dernières années « pointe justement une certaine opacité des arrière-plans philosophiques et socio-politiques à l'œuvre dans la réforme curriculaire »<sup>2</sup>. Ils reprennent ainsi P. Bourdieu et L. Wacquant<sup>3</sup> en écrivant que « l'efficacité du marché (libre), le besoin de reconnaissance des identités (culturelles), ou encore la réaffirmation-célébration de la responsabilité (individuelle) [...] ces lieux communs que le ressassement médiatique transforme en sens commun universel parviennent à faire oublier qu'ils ne font bien souvent qu'exprimer, sous une forme tronquée et méconnaissable, y compris pour ceux qui les propagent, les réalités complexes et contestées d'une société historique particulière, tacitement constituée en modèle et mesure de toute chose : la société américaine de l'ère postfordiste et postkeynésienne ».

A. Del Rey<sup>4</sup> établit un constat plus cinglant sur l'émergence des compétences dans l'école en illustrant un discours de la présidente du MEDEF : « Madame Parisot nous a prévenus : « la vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ? ». L'école sert à armer l'enfant en prévision des vicissitudes, de l'insécurité permanente de la vie moderne. Alors, la formation par compétences n'a pas seulement pour but de permettre à l'individu de s'adapter à un monde difficile mais aussi de le dresser à obéir à un principe de compétitivité. Il faut permettre à l'élève de s'adapter à un monde nouveau en perpétuel changement, caractérisé par la compétition et la menace de la précarité ».

1. Olivier Reboul, 1983, *Qu'est ce qu'apprendre*, Puf, p. 182-187.

2. Jean Claude Bos et Chantal Amade-Escot, 2004, *Les nouveaux programmes d'EPS en France. Analyse de l'échec de deux tentatives de rénovation : archaïsme des enseignants ou résistance à l'idéologie postmoderne ?* Revue Contrepied.

3. Bourdieu, P. et Wacquant, L. (2000). La nouvelle vulgate. *Le Monde diplomatique*. Mai, 6-7.

4. Del Rey Angélique, 2010, *À l'école des compétences, de l'éducation à la fabrique de l'élève performant*, La Découverte.



*quand l'approche par compétences détourne ...*

**La définition du terme compétence proposée par le CNPF (actuel MEDEF) en 1998** n'en est que plus explicite : une compétence professionnelle « est une combinaison de connaissances, savoir-faire, expériences et comportements, s'exerçant dans un contexte précis. Elle se constate lors de sa mise en œuvre en situation professionnelle, à partir de laquelle elle est validable. C'est donc à l'entreprise qu'il appartient de la repérer, de l'évaluer, de la valider et de la faire évoluer ». Dès que l'on dépasse un peu le discours de certains pédagogues, l'approche par compétences se dévoile pour ce qu'elle est : **une conception de l'éducation entièrement vouée à faire de l'école un instrument docile au service de la rentabilité économique et du profit.** Le recours au terme de compétence pourrait ainsi recouvrir les catégories d'un meilleur « contrôle social ». Le rapport de l'OCDE et le traité de Lisbonne en 2000 ont établi la politique des réformes éducatives (mises en place aujourd'hui) à travers ce dogme des compétences selon 7 axes :

- capacité de communication dans la langue maternelle,
  - capacité de communication dans une ou plusieurs langues étrangères,
  - culture scientifique et mathématique,
  - culture technologique,
  - alphabétisation numérique (utilisation d'un ordinateur),
- mais aussi :
- flexibilité et adaptabilité,
  - esprit d'entreprise.

Les enseignant-e-s ne sauraient-ils/elles voir les dangers d'une telle orientation pédagogique ?

Quand bien même la logique par compétence à travers son livret et son socle commun de savoirs et connaissances s'est immiscée dans les attentes et besoins d'une plus grande concertation entre les enseignant-e-s, elle ne pourrait résoudre une des questions systémiques de l'école, **comment ne pas creuser les inégalités sociales à l'intérieur même de son institution ?**

L'acquisition de savoirs, qui suppose une intégration et une appropriation de connaissances lucides, critiques et donc utiles à un réinvestissement de celles-ci dans une tâche donnée, l'apprentissage de la curiosité et de l'intéressement à une thématique, ne pourrait

se satisfaire de la validation de ressources capable d'être sollicitées dans un environnement donné mais plutôt dans la validation des savoirs en situation. L'approche par compétence, pour être plus explicite, donne l'occasion à des enseignant-e-s de valider (cocher dans un livret) une capacité à argumenter en Histoire-Géographie, en Français, en Sciences économiques et sociales (pour ce qui reste de social dans les programmes) en gommant toutes la richesse des spécificités disciplinaires. L'élève est capable d'argumenter dans une et cela suffit à valider la compétence pour toutes les autres. De même, en EPS, la classification des Activités physiques sportives et artistiques amène à regrouper des sports individuels et collectifs d'opposition dans la même compétence. Un-e élève compétent-e en badminton serait donc compétent-e en rugby.

**Réduire la vérification de l'acquisition des savoirs par celles des compétences réduit de facto ces mêmes savoirs, et ainsi leur processus d'apprentissage.** Les conséquences en sont désastreuses. En effet pour quel-elle élève sommes nous certains qu'il/elle est capable d'approfondir ses connaissances, de les réinvestir et de les adapter à une situation nouvelle ?

Cette vision de la compétence se détache ainsi des pédagogies constructivistes (l'élève se met au travail sur un problème afin d'encourager et de faciliter l'acquisition de savoirs) mais repose sur un postulat tout autre, proche des théories socio-constructivistes plus radicales. Dans l'approche par compétences, l'activité n'est plus un moyen mais un but et c'est le savoir qui en devient dénaturé. La dissonance de ces discours traduit explicitement un des enjeux éducatifs des plus déterminants quant à l'avenir de la société : **ne plus amener l'élève à comprendre le monde, lui permettant d'interagir dans un environnement quel qu'il soit avec lucidité et sens critique mais bien plutôt le rendre capable de comprendre le monde seulement dans l'efficacité et la productivité des différentes tâches qu'il/elle a à effectuer.**

C'est dans cette dialectique que l'évolution de l'idéologie capitaliste financière depuis les années 80 oriente les différents systèmes éducatifs à formater nos enfants, la future main d'œuvre, pour la flexibilité et l'adaptabilité plutôt que pour leur qualification professionnelle ou leur culture générale. Nous assistons donc à une redéfinition de la culture commune emprise du dogme compétitif.

Marcel Crahay<sup>5</sup>, qui promulguait l'introduction des compétences dans l'enseignement francophone belge, écrit désormais : « la logique de la compétence

5. Crahay, M., 2006. Dangers, incertitudes et incomplétude de la logique de la compétence en éducation. *Revue française de pédagogie*, (154), 97-110.



*quand l'approche par compétences détourne ...*

est, au départ, un costume taillé sur mesure pour le monde de l'entreprise. Dès lors qu'on s'obstine à en revêtir l'école, celle-ci est engoncée dans un habit trop étriqué eu égard à sa dimension nécessairement humaniste. Il est urgent que l'école se dégage de l'emprise de l'économie qui s'insinue dans tous ses rouages, intellectuels et organisationnels ».

Ne nous étonnons pas si aujourd'hui le gouvernement supprime autant de postes d'enseignant-e-s !

Ne nous étonnons pas si l'évaluation des enseignant-e-s par des inspecteurs et inspectrices disciplinaires voudrait se réduire à l'évaluation de la compétence des professeur-e-s par les chefs d'établissement.

Ne nous étonnons pas si demain les contenus disciplinaires se « filient », si l'enseignement de l'histoire et de la géographie se différencie en fonction des choix d'orientations (déjà producteurs d'inégalités et de discriminations), si l'apprentissage de l'anglais se résume à la capacité à lire un mode d'emploi.

**Nous touchons là le cœur d'une des bases de notre éducation, une culture commune pour tous et toutes, ciment d'une société.**

Quel est donc maintenant le sens de notre enseignement? De l'appauvrir en réduisant les objectifs et les contenus disciplinaires en des savoirs utiles ?

Quel crédit pouvons-nous accorder à ce dogme éducatif, à l'heure où l'on culpabilise les citoyen-ne-s de la responsabilité intergénérationnelle engagée dans la réforme des retraites et celle de la crise financière ?

**Comment pouvons-nous croire que seul un socle de compétences de base, où « savoir écrire », « savoir compter », « savoir s'exprimer », suffit pour devenir un-e citoyen-ne responsable, cultivé-e, lucide et autonome ?**

**Il s'agirait peut être de définir quels savoirs sont nécessaires aux jeunes** pour résister dans cette économie au moment même où il est question de supprimer les thèmes du chômage et de l'inégalité sociale en Sciences économiques et sociales ? De quels savoirs armer les jeunes pour qu'ils et elles ne reproduisent pas le schéma compétitif et concurrentiel de la réussite sociale avant qu'il ne devienne celui de la réussite scolaire ? De quels savoirs doit-on armer les futur-e-s enseignant-e-s, au moment même où leur formation est supprimée, pour déconstruire l'approche par compétences ?

La volonté qui anime encore l'acte d'enseigner dans une école soucieuse de l'émancipation culturelle et sociale de ses élèves, incite les professeur-e-s à réagir sur les réformes qu'ils/elles subissent et à reprendre la maxime d'Alain :

« Résistance et obéissance, voilà les deux vertus du citoyen. Par l'obéissance il assure l'ordre ; par la résistance il assure la liberté »<sup>6</sup>.

6. Alain (Émile Chartier, dit), 1912, *Propos d'un Normand*, tome IV (Gallimard).

*Quelle culture commune pour l'homme, le citoyen, le travailleur de demain ?***CONTENUS D'ENSEIGNEMENT, PROGRAMMES ET CURRICULA**

Le groupe de travail sur la culture commune et les contenus d'enseignement organisera une première journée d'étude le **samedi 21 janvier**.

Nous y aborderons les questions suivantes :

- Quels sont les enjeux des réformes des curricula et des programmes ? Quels programmes et quels curricula pour permettre la réussite de tous ?
- Quels savoirs pour répondre aux nouveaux défis de l'économie, de la démocratie et de la société ? Quels contenus pour la culture commune ?
- Comment articuler culture commune et voies diversifiées au lycée ? Quels programmes, quels curricula pour permettre à tous de réussir dans l'enseignement supérieur ?
- Quelle élaboration démocratique des programmes et des curricula ?

**Vous pouvez dès maintenant vous inscrire pour participer aux débats en écrivant à : [reseau.ecole-pcf@orange.fr](mailto:reseau.ecole-pcf@orange.fr)**

article paru dans *Le Réveil*  
des Combattants de juin 2011

**Stéphane Bonnéry**

Maître de conférences en  
Sciences de l'éducation à  
l'Université Paris 8

## L'enjeu laïc pour l'école aujourd'hui

La laïcité à l'école est attaquée, comme elle l'a été depuis la création de l'école publique, mais pas de la même façon qu'alors. Ses adversaires trouvent des espaces là où le service public d'enseignement ne se voit pas doté du projet et des conditions pour répondre aux questions de notre temps. Sa promotion doit s'ancrer dans la réponse à ces défis.

L'offensive du privé confessionnel est importante. Davantage que sur de seules convictions religieuses, il recrute surtout sur la peur du manque de qualité de l'école publique. Ainsi, récupérer quelques moyens pour celle-ci en « supprimant les financements publics de l'enseignement privé », si c'est toujours bon à prendre, ne répond pas au cœur du problème, aux raisons pour lesquelles des familles, même celles qui sont militantes de l'école publique, retirent parfois leur enfant de l'établissement du secteur.

La réponse principale doit être la transformation progressiste de l'école pour qu'elle remplisse mieux sa mission de permettre à toute une classe d'âge de s'approprier des outils de l'émancipation intellectuelle et du pouvoir que procurent les savoirs. C'est le défi de l'école unique, avec les mêmes objectifs pour tous depuis la maternelle jusqu'à la fin du collège. Depuis les années 60, on n'a eu qu'une fausse scolarité unique : elle accueille tout le monde, mais les conditions n'ont pas été créées pour que tous les élèves apprennent, comprennent. Pour relever ce défi, il faut promouvoir la recherche en éducation, la formation des enseignants et les associer à la conception de leur pratique : pour faire l'école selon le modèle de l'enfant qui n'a que l'école pour apprendre.

Ainsi, on couperait l'herbe sous le pied du marché privé qui se développe sur l'aide à la scolarité : l'apprentissage serait entièrement pris en charge par l'école. Pour cela, il faut du temps pour apprendre en classe, au lieu des journées raccourcies que nous propose le ministère sous prétexte de « rythmes », afin d'offrir les après-midi au marché éducatif.

Faire la démonstration que tous les élèves sont capables d'apprendre dans une école unique transformée, en formant les enseignants pour ce faire, c'est s'attaquer au fond de commerce du privé, qui repose sur la peur entretenue de la « baisse du niveau » qu'engendrerait la présence d'enfants de familles populaires.

Un autre défi repose dans l'opposition entre croyance et rationalité. On connaît les offensives contre les sciences du vivant de la part des « créationnistes » pour qui l'animalité de l'homme, l'évolution des espèces, seraient à bannir, ou dans un premier temps à ranger au rang d'une hypothèse parmi d'autres, et notamment celle de la création divine de l'être humain. Il faut bien sur combattre ce prosélytisme organisé, mais cela ne suffit pas. Celui-ci ne serait pas bien menaçant si une part des collégiens et lycéens, voire étudiants, n'étaient pas susceptibles de bien les recevoir. Et le fait que des élèves aient une religion n'explique pas tout : nombre d'élèves ont bien du mal à discerner ce qui relève de la croyance en général et ce qui relève de la science ou de la rationalité.

Les élèves en difficultés ne posent pas problème à l'école : ils posent les problèmes que l'école doit résoudre pour avoir

une plus grande utilité sociale dans la formation du citoyen. Ainsi ces élèves ont-ils du mal à construire un point de vue réflexif, en pensant qu'ils ne peuvent que « exprimer leur ressenti » de façon brute. Ils ont par exemple du mal à voir en quoi l'expérimentation en sciences, ou la confrontation aux documents d'information (archives, statistiques, etc.) avec des protocoles rigoureux doit conduire chacun à réviser sa sensation première, à évoluer dans sa réflexion et à ne pas accepter les idées convenues comme des vérités. Ou encore dans les disciplines littéraires du lycée (lettres, histoire, philosophie, SES...) le point de vue élaboré par des auteurs contradictoires ne doit ni conduire à « se soumettre » à l'avis de l'un ou l'autre de ces penseurs qu'il faudrait « croire », ni à les méconnaître, mais à se servir des arguments et points de vue de chacun pour alimenter sa propre réflexion, à se mettre à la place d'un point de vue adverse pour mieux intégrer les contre-arguments à son propre raisonnement, etc. Ou encore dans les filières du lycée professionnel, pour le travail en atelier, être guidé non pas par l'obéissance pure à la parole d'autorité, mais par la confrontation au réel grâce à des arguments rationnels et à de la réflexivité sur les pratiques.

Les élèves bien formés à réfléchir et à débattre à partir d'arguments rationnels sont de toute évidence bien plus préparés à ne pas être séduits par la « croyance » et les paroles d'autorité. Force est de constater que le bilan actuel de l'école publique est insuffisant en la matière, même s'il n'est pas non plus un échec total.

Le gouvernement, et ceux qui se rangent à son idée de couper l'école unique en deux avec le socle commun pour les uns et le programme complet pour les autres, renoncent de fait à développer ces dispositions intellectuelles chez tous les jeunes, les uns étant destinés à être dans des tâches de plus bas niveau cognitif où l'exécution sans compréhension sera priorisée, tandis que les autres seront entraînés à de la réflexion, de l'échange argumenté, etc. C'est une réponse défaitiste à un réel défi que nous devons relever : voir réunies les conditions pour développer chez tous les élèves ces capacités. Si tous les élèves en sont capables, ils ne le sont pas à n'importe quelles conditions. Au-delà des conditions déjà évoquées, de recherche, de formation, la question du temps est importante pour que la majorité d'élèves, qui n'a que l'école pour s'approprier cette culture savante, et en faire des arguments pour leur propre pensée et pas seulement pour réussir des examens. Les lamentations télévisuelles sur le nombre d'heures d'enseignement qui seraient trop importantes en France « oublient » que ce n'est pas par hasard : la France est l'un des seuls pays où l'égalité est une mission de l'école. Et la scolarité unique jusqu'à la fin du collège, quels que soient le territoire et la population, est une de ces conditions, pour développer dès le plus jeune âge la réflexion (en même temps que la mémorisation au lieu de les opposer), et préparer tous les jeunes à obtenir le bac et si possible poursuivre au-delà.

Même si la critique des adversaires du public est nécessaire, il me semble que l'on relèvera surtout le défi de la laïcité aujourd'hui en réorientant l'école afin de mettre en œuvre la formule de Brecht : « *La culture est une arme, il faut armer le peuple* ».



## LE RÉSEAU ÉCOLE DANS LES DÉBATS

*retrouvez les comptes-rendus d'assemblées citoyennes sur l'école dans notre nouvelle rubrique :  
l'école dans la campagne du Front de Gauche...*

### Saint-Étienne du Rouvray - 16-18 novembre - Assises de l'éducation

Les premières Assises de l'éducation, tenues du 16 au 18 novembre, ont marqué les esprits par la qualité de la réflexion et des échanges qui viennent nourrir le Projet de ville, dans ses dimensions éducative, mais aussi sociale, urbaine et citoyenne. Deux cent trente inscrits, plus de cent personnes à chaque séance de travail, trois jours de débats, d'échanges, d'ateliers de travail, de présentation de travaux de recherches... La réussite des premières Assises de l'éducation pourrait être affaire de chiffres. Mais pas seulement. Car ces Assises s'affirment riches d'enseignements à bien des égards.

Premier objectif atteint : celui de « qualifier » la démarche des Assises et du Projet éducatif local. En effet, la qualité des intervenants invités dans l'amphithéâtre D de l'université des Sciences a permis aux participants d'élargir singulièrement leur champ de vision et de questionnement. On pense aux problématiques de réussite scolaire, de plus en plus renvoyée vers les familles, manifestation d'une tendance de « l'école à externaliser les difficultés scolaires », pour reprendre l'expression du sociologue et animateur des trois jours de débats, Bernard Bier. Dans cette course à la réussite, le sociologue Pierre Perier nous a montré que les familles populaires étaient particulièrement en différend avec l'école, dont elles continuent d'attendre beaucoup, mais qui leur renvoie une image stigmatisante. Pour autant, démonter les mécanismes de fonctionnement de l'institution scolaire, ce n'est pas nécessairement montrer du doigt les enseignants, eux-mêmes aux prises avec ces difficultés. Il y a donc à explorer du côté d'une nouvelle relation de confiance entre acteurs éducatifs. On pourrait aussi souligner avec Julie Delalande l'évolution des logiques

qui nous ont fait passer de la création d'espaces de grande liberté, ces terrains vagues aménagés dans les années 1970, à la notion d'autonomie très encadrée qui révèle les tendances sécuritaires à l'œuvre.

Autre fait notable, la forte participation stéphanaise à ces Assises et la multiplicité des partenaires de l'organisation, issus du conseil consultatif du Projet éducatif local. On a croisé des agents de la collectivité, parents d'élèves, élus, responsables d'associations, personnels d'institutions partenaires comme l'Éducation nationale ou la Caisse d'allocations familiales intervenant sur le territoire... Autant dire que si ces Assises ont attiré largement au niveau régional, contribuant au rayonnement de la ville, les réflexions n'ont pas été conduites « hors-sol », mais en écho avec les réalités stéphanaises.

En dernier lieu, c'est sur le plan politique que ces Assises de l'éducation ont été les plus percutantes. À l'image de Frédéric Jésus, pédopsychiatre, venu interpellé sur la place qui revient aux enfants et aux jeunes dans les processus de décisions les concernant. Pas juste un droit à la parole mais, selon la Convention internationale des droits de l'enfant, un droit politique à donner son avis. Poussant plus loin la réflexion, Bernard Bier a fortement invité la Ville à viser haut dans son Projet éducatif local. Et dans son Projet de ville tout court, tant il est vrai que « cette utopie réaliste n'a de sens que dans le cadre d'un projet politique renouvelé, qui pose la démocratisation comme moyen et comme fin ».

**Retrouvez l'ensemble des travaux des Assises sur**  
<http://www.saintetiennedurouvray.fr/pages/les-assises-de-la-ville>

### Rouen - 26 novembre Fête de l'Humanité Normandie

Le débat sur l'école a réuni plus de 70 personnes, autour de la question : quelles propositions pour la démocratisation de l'école, de la maternelle à l'université ?

À la tribune : Marine Roussillon, responsable nationale du Réseau école, Sylvain Grandserre maître d'école, auteur, chroniqueur médias, Jean Pierre Sceaux, universitaire – ancien directeur de l'IUT du Havre et Sébastien Leger parent d'élève – président de la FCPE 76. Joachim Moysse, premier adjoint à la mairie de Saint Etienne du Rouvray chargé du Projet Éducatif Local, a animé le débat.

### Marseille - 13 décembre- Quelle école dans les quartiers populaires ?

Pierre Laurent (secrétaire national du PCF) et Jean-Marc Coppola (vice-président Front de Gauche de la région, délégué aux lycées) ont rencontré les enseignants et personnels de l'éducation nationale des établissements des 15e et 16e arrondissements de Marseille.

**Poitiers - 15 décembre. L'Assemblée citoyenne du Front de Gauche sur l'éducation** a réuni près de trente personnes pour débattre avec Myriam Lieby, secrétaire départementale de la FSU, Isabelle Siroy, porte-parole de la FCPE Poitou-Charentes et Marine Roussillon, responsable nationale du réseau école du PCF.

## L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

### L'enseignement de l'histoire au lycée, après les réformes...

**Une lecture du XXe siècle rendue illisible pour les lycéens d'aujourd'hui.** Laissera-t-on sacrifier l'histoire-géographie sur l'autel des nouveaux programmes ?

Par Jérôme Tresallet et Gilbert Dumas, professeurs d'histoire et géographie à Lyon.

<http://www.humanite.fr/tribunes/une-lecture-du-xxe-siecle-rendue-illisible-pour-les-lyceens-d%E2%80%99aujourd%E2%80%99hui-483653>

**Laurence De Cock « Zapping, survol et simplification ».** Entretien réalisé par Alexandre Fache

<http://www.humanite.fr/politique/%C2%AB%E2%80%89zapping-survol-et-simplification%E2%80%89%C2%BB-484527>

**La Commune et Mai 68 à la trappe**

<http://www.humanite.fr/politique/la-commune-et-mai-68-la-trappe-484529>

**Les lycéens aux oubliettes de l'histoire**

<http://www.humanite.fr/societe/les-lyceens-aux-oubliettes-de-l%E2%80%99histoire-484526>

### L'Humanité aux côtés des personnels en lutte contre la réforme de l'évaluation

**Luc Chatel dévalue l'évaluation**

<http://www.humanite.fr/societe/luc-chatel-devalue-l%E2%80%99evaluation-483756>

**Mauvaise note pour l'évaluation**

<http://www.humanite.fr/societe/mauvaise-note-pour-l%E2%80%99evaluation-483989>

**Le chef d'établissement peut-il évaluer les profs ? Face-à-face dans l'Humanité des débats**

entre Roger Keime, secrétaire national du syndicat national des inspecteurs d'académie (SNIA-IPR) et Camille Bedin, secrétaire nationale en charge de l'Égalité des chances.

<http://www.humanite.fr/politique/le-chef-d%E2%80%99etablissement-peut-il-evaluer-les-profs%E2%80%89-face-face-485583>

### Politique éducative : le projet de la droite...

**Sur l'école, l'UMP veut encore sévir**

<http://www.humanite.fr/societe/sur-l%E2%80%99ecole-l%E2%80%99ump-veut-encore-sevir-483349>

**L'UMP rêve d'école en bon uniforme.** Alors que les inégalités scolaires et sociales ne cessent de se creuser, l'UMP ressort de son chapeau l'idée d'un « vêtement commun » pour les élèves.

<http://www.humanite.fr/societe/l%E2%80%99ump-reve-d%E2%80%99ecole-en-bon-uniforme-483854>

### ... et les conséquences de sa politique

**Le sale état de l'école mérite une enquête**

<http://www.humanite.fr/societe/le-sale-etat-de-l%E2%80%99ecole-merite-une-enquete-483434>

**Les étudiants remplaceront les profs**

<http://www.humanite.fr/societe/les-etudiants-replaceront-les-profs-484419>

**Stéphane Tassel du Snesup : « L'autonomie, un échec patent ».** Entretien réalisé par Maud Dugrand

<http://www.humanite.fr/societe/stephane-tassel-du-snesup-%C2%AB%C2%A0%E2%80%99autonomie-un-echec-patent%C2%A0%C2%BB-484203>



---

## L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

---

### Revendications, luttes, projets pour l'école de demain

**160 000 élèves sont « perdus de vue ».** Luc Chatel a promis, dimanche, d'apporter une réponse « personnalisée » à tous les lycéens sortis des études sans diplôme.

<http://www.humanite.fr/societe/l60%E2%80%89000-eleves-sont-%C2%AB-perdus-de-vue-%C2%BB-483644>

**À l'école, les infirmières veulent passer de B à A.**

<http://www.humanite.fr/societe/l%E2%80%99ecole-les-infirmieres-veulent-passer-de-b-483350>

**Le Mirail ne veut pas perdre son Rased.**

<http://www.humanite.fr/societe/le-mirail-ne-veut-pas-perdre-son-rased-483432>

**Pour une culture éthique à l'école publique.** Le retour de la morale à l'école doit-il nous effrayer ?

Par Éric Favey, secrétaire général adjoint de la Ligue de l'enseignement et, Guy Coq, philosophe (1).

<http://www.humanite.fr/societe/tribune-pour-une-culture-ethique-l%E2%80%99ecole-publique-484411>

**La mixité c'est bien, l'égalité c'est mieux.** Par **Mélanie Decourt**, cofondatrice des Éditions Talents Hauts.

<http://www.humanite.fr/culture/melanie-decourt-la-mixite-c%E2%80%99est-bien-l%E2%80%99egalite-c%E2%80%99est-mieux-485044>

---

## AGENDA

---

### Samedi 21 janvier

**Colloque : Quelle culture commune pour l'homme, le citoyen, le travailleur de demain ? Contenus d'enseignement, programmes et curricula.**

Quels savoirs pour répondre aux nouveaux défis de l'économie, de la démocratie et de la société ? Quels contenus pour la culture commune ? Comment articuler culture commune et voies diversifiées au lycée ? Quels programmes, quels curricula pour permettre à tous d'accéder au supérieur ? Quelle élaboration démocratique des programmes et des curricula ?

Inscriptions : [reseau.ecole-pcf@orange.fr](mailto:reseau.ecole-pcf@orange.fr)

---

**envoyez-nous vos comptes-rendus  
de débats, annonces d'initiatives...**

[reseau.ecole-pcf@orange.fr](mailto:reseau.ecole-pcf@orange.fr)

---